

Mars - Avril 2008



Bimestriel de la Fédération
de Seine-et-Marne du Parti Socialiste

Tribune libre

www.ps77.org

Sommaire

ÉDITORIAL P1

**LA VIE FÉDÉRALE
ÉLECTIONS 2008** P2

• LE CONSEIL GÉNÉRAL
RESTE À GAUCHE

• COMPOSITION
DU NOUVEL EXÉCUTIF P3

• RÉSULTATS DES ÉLECTIONS
MUNICIPALES 2008 P4

• L'INTERCOMMUNALITÉ EN
SEINE-ET-MARNE P5

**QUOI DE NEUF
AU CONSEIL RÉGIONAL** P6

• LES COMPÉTENCES
DE LA RÉGION

• LE BUDGET 2008

L'ACTU EN BREF P7

• UNE MOTION À COULOMMIERS

**QUOI DE NEUF
AU SÉNAT** P7

• LE SÉNAT, UNE ANOMALIE
DÉMOCRATIQUE QUI
S'AGGRAVE,
par Yannick BODIN

• ENQUÊTE SUR L'EXISTENCE
POSSIBLE DE DÉLITS D'INITIÉS
CHEZ EADS
par Nicole BRICQ

PORTRAIT P8

• QUESTIONS A DE NOUVEAUX
ÉLUS SOCIALISTES

AGENDA FÉDÉRAL P8

Élections 2008 en Seine-et-Marne

ÉDITORIAL

Nos Victoires nous obligent !

Les élections locales de mars 2008 ont bel et bien constitué un choc de défiance à l'encontre des politiques mises en œuvre par le gouvernement. Elles ont bien été politiques et les citoyens ont clairement exprimé leurs choix.

Fort de cet élan sur le plan national, le Parti Socialiste peut ainsi assumer sa rénovation. Nous ne devons pas considérer cette bataille comme un triomphe. Le succès de 2008 doit être l'élément moteur du travail de rénovation de fond qui nous incombe. C'est cette démarche qui doit désormais tous nous animer. Ces victoires doivent permettre d'agir concrètement au mieux dans la vie quotidienne de nos concitoyens. Mais sans victoires aux présidentielle et législatives, elles ramèneraient le PS au rang d'une SFIO implantée mais sans vision.



En Seine-et-Marne, la victoire aux cantonales conforte la majorité de gauche du Conseil général. D'un seul en 2004, l'écart est dorénavant de deux sièges. La remontée de la gauche et l'affaissement de la droite ont permis de conquérir près de 50 villes de plus de 20 000 habitants. En Seine-et-Marne comme on le pouvait le redouter, les conditions des victoires de 2001 à Nemours et Vaires-sur-Marne n'ont pas été confirmées en 2008. Par ailleurs, plusieurs communes passent à gauche : Tournan, Crégy-les-Meaux, Cesson, Mouroux,

St-Pathus, Thorigny, Ecuelles, etc. Enfin, des camarades ont échoué de peu (Melun, Combs-la-Ville, etc), lorsque d'autres ont posé les ferments des victoires de demain (Coulommiers, La Ferté Gaucher, Bray, Dammarie-les-Lys, etc).

Sans plus attendre, nous devons tirer les leçons de ces résultats et entreprendre d'adopter, là où c'est nécessaire, les méthodes de travail propices à la victoire. Certains territoires demeurent la chasse gardée de la droite. Ils peuvent sembler inaccessibles. Pourtant, le changement de majorité y est réalisable. Seules la plus grande mobilisation et une réflexion inscrite dans la durée nous permettront d'y gagner la confiance des électeurs.

Un séminaire dans les prochaines semaines sera l'occasion d'analyser et de préparer l'avenir politique de notre département.

Parce que les victoires ne se décrètent pas, la Fédération s'attelle dès à présent à la tâche.

Ensemble, rassemblés dans un parti relevé et fier de ses valeurs et de ses idées, préparons maintenant les batailles de demain.

Émeric Bréhier,
Premier Secrétaire Fédéral.

LA VIE FÉDÉRALE

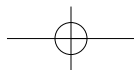
Le conseil général reste à gauche

Les résultats de la gauche unie (GU)

		voix	%			voix	%
E. Marcadet / PS - GU BRAY-SUR-SEINE	1 ^{er} tour	2064	37,8 %	L. Autreux / PS - GU CHELLES	1 ^{er} tour	4453	40,71 %
	2 ^e tour	1858	40,52 %		2 ^e tour	4988	59,54 %
A Aubert / PS - GU BRIE-COMTE-ROBERT	1 ^{er} tour	6669	45,56 %	L. Martig / PS - GU COULOMMIERS	1 ^{er} tour	5140	36,57 %
	2 ^e tour	6333	56,46 %		2 ^e tour	4450	41,74 %
M Pélabère / PS - GU CLAYE-SOUILLY	1 ^{er} tour	8694	56,60 %	P. Gérémia / DVG - GU CRÉCY-LA-CHAPELLE	1 ^{er} tour	6062	44,59 %
	2 ^e tour	-	-		2 ^e tour	5528	48,78 %
A. Villeflose / PC - GU CHÂTEAU-LANDON	1 ^{er} tour	2103	38,38 %	B. Corneille / DVG - GU DAMMARTIN-EN-GOËLE	1 ^{er} tour	8004	48,03 %
	2 ^e tour	-	-		2 ^e tour	7665	52,37 %
F. Thiery / PS - GU DONNEMARIE-DONTILLY	1 ^{er} tour	1521	29,10 %	L. Pays / Verts - GU FONTAINEBLEAU	1 ^{er} tour	4184	25,26 %
	2 ^e tour	1892	41,85 %		2 ^e tour	6006	39,66 %
H. Lipietz / Verts - GU LA CHAPELLE-LA-REINE	1 ^{er} tour	2070	33,60 %	P. Doerler / Verts - GU LA FERTÉ-GAUCHER	1 ^{er} tour	1686	25,71 %
	2 ^e tour	-	-		2 ^e tour	-	-
J. Ferré-Mazéas / PC - GU LORREZ-LE-BOCCAGE	1 ^{er} tour	1064	19,94 %	JM. Morer / PS - GU MEAUX-SUD	1 ^{er} tour	3752	31,75 %
	2 ^e tour	1427	36,05 %		2 ^e tour	3963	44,25 %
J Laplace / Verts - GU MELUN-NORD	1 ^{er} tour	5412	50,18 %	JP Bontoux / PC - GU MITRY-MORY	1 ^{er} tour	5162	55,84 %
	2 ^e tour	-	-		2 ^e tour	-	-
S. Jérôme / PC - GU NANGIS	1 ^{er} tour	2259	32,69 %	V. Eblé / PS - GU NOISIEL	1 ^{er} tour	5278	73,11 %
	2 ^e tour	2984	49,41 %		2 ^e tour	-	-
L. Walker / DVG - GU PERTHES-EN-GÂTINAIS	1 ^{er} tour	8942	47,16 %	JL Mouton / PS - GU SAVIGNY-LE-TEMPLE	1 ^{er} tour	6108	49,31 %
	2 ^e tour	8608	50,56 %		2 ^e tour	5258	56,04 %

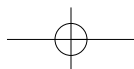
en rouge, les élu(e)s





COMPOSITION DE L'EXÉCUTIF DU CONSEIL GÉNÉRAL POUR LA NOUVELLE MANDATURE

NOM	FONCTION	
Vincent Eblé		Président du Conseil Général
Gérard Bernheim	1 ^{er} Vice-Président,	Chargé des solidarités
Jean-Pierre Bontoux	1 ^{er} Vice-Président,	Chargé de la Jeunesse, des Sports et de la prévention spécialisée
Monique Delessard	1 ^{ère} Vice-Présidente	Chargée de l'Éducation et des Collèges
Jean Dey	1 ^{er} Vice-Président	Chargé de l'Aménagement durable et de l'Environnement
André Aubert	Vice-Président	Chargé des Transports, des Déplacements et de la Voirie
Michel Bénard	Vice-Président	Chargé des Bâtiments et du Patrimoine départemental
Bertrand Caparroy	Vice-Président	Chargé du développement des territoires ruraux, des Politiques Contractuelles et de l'Aménagement numérique
Francis Elu	Vice-Président	Chargé de l'Administration Générale et du Personnel
Gérard Eude	Vice-Président	Chargé du Développement Economique, de la Recherche et de l'Emploi
Danièle Querci	Vice-Présidente	Chargée de la Petite Enfance et de l'Aide Sociale à l'Enfance
Didier Turba	Vice-Président	Chargé des Finances
Lionel Walker	Vice-Président	Chargé du Tourisme, des Musées et du Patrimoine
Léo Aiello	délégué	Chargé de l'Aménagement du territoire
Lydie Autreux	déléguée	Chargée des Personnes Agées et de la Santé publique
André Berquier	délégué	Chargé des Travaux
Jean Calvet	délégué	Chargé de la Coopération décentralisée et du suivi des Opérations d'Intérêt National
Bernard Corneille	délégué	Chargé des relations avec la plate-forme aéroportuaire de Roissy-Charles de Gaulle
Jacky Laplace	délégué	Chargé de la Questure
Jean-Louis Mouton	délégué	Chargé de la Sécurité Civile
Michèle Pélabère	déléguée	Chargée de la Culture
François Perrusot	délégué	Chargé de l'Enseignement Supérieur
Maud Tallet	déléguée	Chargée du Logement et de l'Habitat



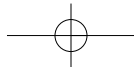
ÉLECTIONS

RÉSULTATS DES CANDIDATS SOCIALISTES AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES 2008 dans les villes de plus de 3500 habitants

en rouge, les élu(e)s



COMMUNE	TETE DE LISTE	1 ^{ER} TOUR		2 ^{EME} TOUR	
		VOIX	%	VOIX	%
BRIE-COMTE-ROBERT	André AUBERT	2951	57,78 %		
BUSSY-ST-GEORGES	Aubin LENGHAT	870	14,03 %	1023	17,27 %
CHAMPAGNE SUR SEINE	François ROGER	1244	53,14 %		
CHELLES	Jean-Paul PLANCHOU	8032	51,39 %		
COMBS LA VILLE	Philippe SAINCARD	3801	48,87 %		
COULOMMIERS	Lætitia MARTIG	1988	45,19 %		
COURTRY	Jean-Luc PILARD	1547	57,98 %		
CREGY-LES-MEAUX	Gérard CHOMONT	790	47,45 %	960	55,75 %
DAMMARTIN-EN-GOELE	Monique PAPIN	1585	50,19 %		
EMERAINVILLE	Jean-Francis DAURIAC	1058	37,69 %	1430	47,04 %
LA FERTE SOUS JOUARRE	Marie RICHARD	1717	53,96 %		
FONTAINEBLEAU	Roselyne SARKISSIAN	1185	22,73 %	1126	21,19 %
LAGNY SUR MARNE	Jean-Patrick ALLAIN	1418	22,16 %	1436	22,10 %
LIEUSAIN	Michel BISSON	1880	71,05 %		
LE MEE SUR SEINE	Jean-Pierre GUERIN	2599	42,99 %		
LOGNES	Michel RICART	2781	77,72 %		
MEAUX	Patrick MAVRE	3561	25,57 %		
MELUN	Michel MARCISSET	3182	36,34 %	4507	48,13 %
MOISSY CRAMAYEL	Jean-Jacques FOURNIER	2329	53,73 %		
MONTEREAU	Laurent HAMELIN	1290	26,98 %		
MORMANT	Olivier LOMBARD	513	31,65 %	761	44,66 %
MOUROUX	Elisabeth ESCUYER	564	28,16 %	815	39,22 %
NANDY	René RETHORE	1430	100 %		
NEMOURS	Jean-Pierre BERANGER	827	21,77 %	1068	27,08 %
NOISIEL	Daniel VACHEZ	2225	56 %		
OZOIR LA FERRIERE	Paul BADRI	1299	16,62 %		
PONTAULT COMBAULT	Monique DELESSARD	7791	69,52 %		
PROVINS	Alain WALLON	1053	29,97 %		
ROISSY EN BRIE	Christiane BERAUD	1695	24,62 %	1274	17,51 %
SAVIGNY LE TEMPLE	Jean-Louis MOUTON	3274	47,97 %	3978	53,89 %
SERRIS	Patrick GUEGUEN	847	43,06 %		
THORIGNY SUR MARNE	Thibault GUILLEMET	1190	35,54 %	1469	41,31 %
TORCY	Christian CHAPRON	3779	100 %		
TOURNAN EN BRIE	Laurent GAUTIER	1365	48,28 %	1860	64,38 %
TRILPORT	Jean-michel MORER	1265	56,37 %		
VAIRES SUR MARNE	Danièle QUERCI	2062	40,51 %		
VEVEUX LES SABLONS	Michel BENARD	1250	55,26 %		
VERT SAINT DENIS	Gérard BERNHEIM	1308	41,60 %	1767	55,53 %
VILLENY	Roger PAOLETTI	1074	64,89 %		
VILLEPARISIS	José HENNEQUIN	5036	75,62 %		



L'INTERCOMMUNALITÉ EN SEINE-ET-MARNE

L'intercommunalité est le rassemblement institutionnel de plusieurs communes qui partagent un projet de développement et mettent en commun, pour sa réalisation, leurs moyens et ressources, dans un souci d'efficacité de la gestion publique.

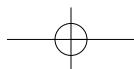
Aujourd'hui, 90% des communes françaises sont « intercommunalisées ». Rassemblant ainsi plusieurs communes autour d'un projet de développement, les communautés exercent désormais de nombreuses compétences que les conseils municipaux ont choisi de leur déléguer. Les compétences (obligatoires, optionnelles ou facultatives) sont de plus en plus importantes, qu'il s'agisse d'environnement, d'économie, d'action sociale, d'habitat ou de culture.

Ces compétences, qui sont attribuées aux intercommunalités, répondent à la notion « d'intérêt communautaire ».

Les résultats aux élections municipales sont déterminants pour l'intercommunalité. Depuis la loi du 19 juillet 1999, seuls les déten-

teurs d'un mandat municipal (conseiller, adjoint ou maire) peuvent être délégués communautaires et a fortiori président d'un EPCI. En gagnant des villes, la gauche progresse aussi en représentativité dans ces structures. Par exemple, la victoire du PS à Crégy-les-Meaux et à Chauconin-Neufmontiers et la reconduction des municipalités PS de Trilport et Villenoy assureront une plus forte présence dans le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux, regroupant 18 communes.

C'est courant avril que seront désignés les présidents des EPCI du département. Le prochain n° de Tribune libre fera le point sur la nouvelle carte de l'intercommunalité seine-et-marnaise.



QUOI DE NEUF AU CRIF ?

LES COMPÉTENCES DE LA RÉGION

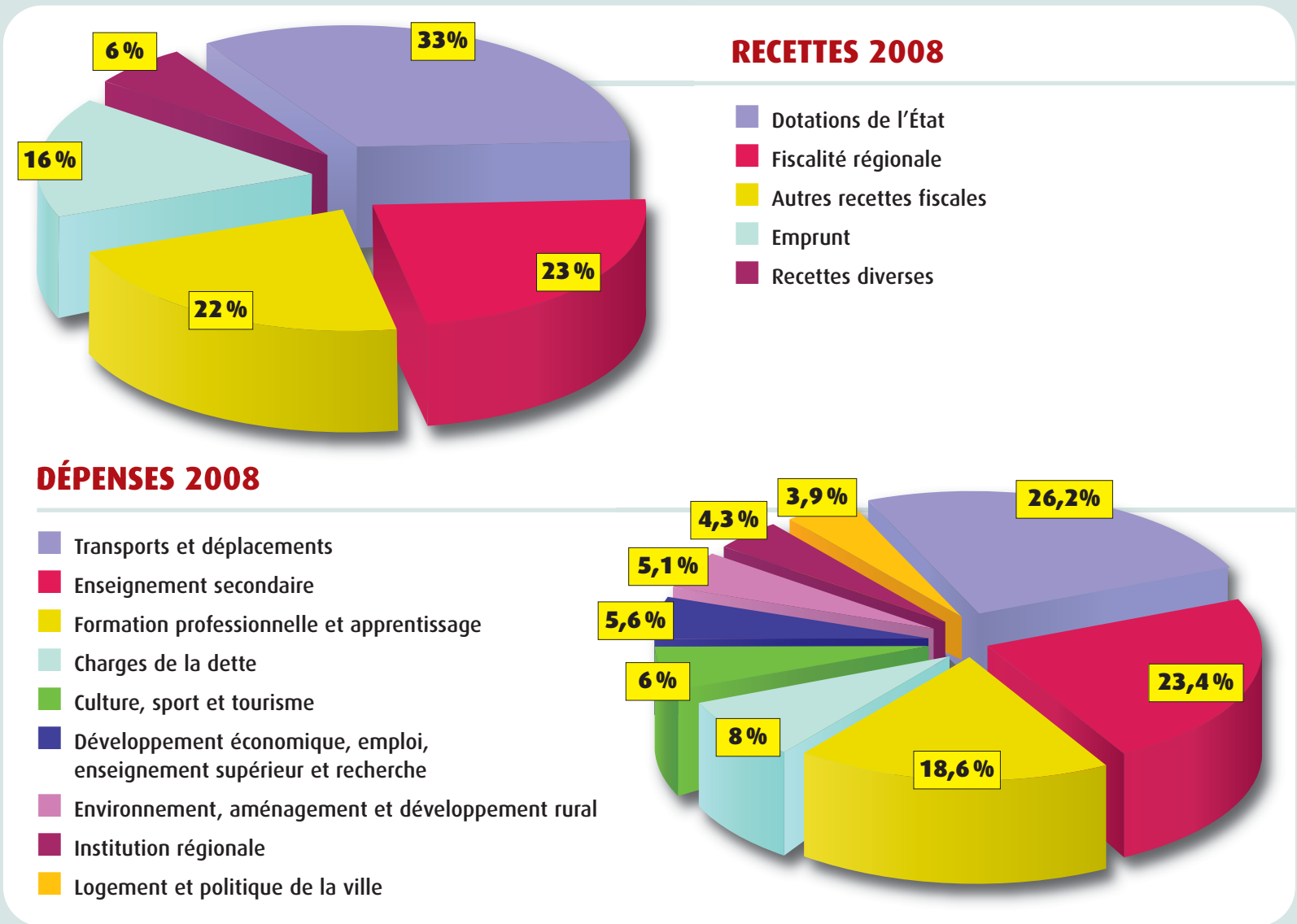
Le développement économique. C'est son domaine d'intervention principal. La région coordonne sur son territoire les actions de développement économique des collectivités territoriales et de leurs groupements.

L'aménagement du territoire et la planification : la région élabore le SRADT, le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire. Ce document fixe les objectifs de localisation des grands équipements, des infrastructures et des services d'intérêt général. Parmi les orientations choisies pour aménager le territoire, des **contrats de projets** sont signés entre la région et l'État, qui s'engagent mutuellement à financer un programme. Le SRADT intègre aussi le schéma régional des **transports**. En Ile-de-France, les transports sont une priorité pour le Conseil Régional. Ils représentent un quart du budget total, soit un peu plus de 958 millions d'euro. La Région est également à l'origine d'un document de grande importance : **le SDRIF, Schéma Directeur de la Région Ile-**

de-France, dont il a été question dans un précédent n° de Tribune Libre (novembre-décembre).

L'éducation, la formation professionnelle et la culture. La région construit, répare, entretient et équipe les lycées et les établissements d'éducation spéciale. Elle est responsable du recrutement et de la gestion du personnel non enseignant de ces établissements. La région définit et met en œuvre également la politique régionale d'apprentissage et de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle. Elle organise et finance aussi les musées régionaux et l'enseignement artistiques professionnel initial. L'inventaire général du patrimoine culturel est désormais sous sa responsabilité.

La santé : la région peut, en accord avec l'État, exercer des activités en matière de prévention, et, à titre expérimental, participer au financement et à la réalisation d'équipements sanitaires.



LE BUDGET 2008

Au total, la région engage plus de **4,3 Milliards d'€** en crédit de paiement pour l'année 2008.

A COULOMMIERS, LA GAUCHE SOUTIENT LE MOUVEMENT DES LYCÉENS.

A l'initiative du groupe socialiste et citoyen de gauche, une motion présentée par Lætitia MARTIG a été adoptée en conseil municipal de Coulommiers le 27 mars dernier.

A l'automne dernier, le gouvernement a annoncé la réforme du baccalauréat professionnel. A la rentrée 2009, la durée des études passera donc de trois ans au lieu de quatre ans, entraînant ainsi la disparition du Brevet Enseignement Professionnel (BEP). De plus, le vote du budget par le gouvernement

prévoit la suppression de plus de 637 postes dans l'académie lors de la prochaine rentrée.

La Seine-et-Marne et particulièrement Coulommiers sont encore une fois les plus touchés par les réformes du gouvernement. Concrètement, le lycée Cormier va perdre 13 postes d'enseignements, entraînant une diminution du nombre des élèves (exemple sur le tertiaire : 48 élèves au lieu de 72 actuellement), la suppression du CAP Pressing adapté notamment aux élèves de SEGPA,...

ne doit pas encore la victime - comme l'a été notre tribunal d'instance - des réformes actuellement menées par le gouvernement.

Nous apportons donc tout notre soutien au mouvement des lycéens et des professeurs du lycée et nous demandons le rétablissement d'une dotation horaire globale, en accord avec les réels besoins de l'établissement, de tenir comptes des élèves fragiles de ce lycée, d'alléger ou de supprimer l'imposition aux professeurs d'un nombre d'heures supplémentaires dans des proportions inacceptables.

Nous constatons qu'aucune des mesures proposées n'est guidée ni par le souci pédagogique, ni par la recherche d'une meilleure réus-

site pour tous. Cette situation, outre qu'elle ne permettra pas d'assurer un enseignement de qualité et des conditions de travail satisfaisantes, risque encore d'accroître les inégalités et nous ne pouvons l'accepter.

C'est pourquoi, le conseil municipal de Coulommiers réuni dans sa séance du 27 mars 2008 demande au Recteur de revenir sur les suppressions de postes pour que le lycée Cormier puisse continuer à travailler dans des conditions acceptables.

Motion adoptée :

- 7 voix pour (groupe socialiste et citoyens de gauche + les verts)
- 26 absentions (groupe Ensemble pour Coulommiers)

LE SÉNAT, UNE ANOMALIE DÉMOCRATIQUE QUI S'AGGRAVE

Lorsque Lionel Jospin, Premier ministre, déclarait en 1998 que le Sénat est une « anomalie démocratique », il faisait référence à l'impossibilité d'alternance droite/gauche dans cette assemblée, quels que soient les résultats électoraux dans les collectivités territoriales. Ce mois de mars 2008, ayant consacré une victoire historique de la gauche en général, et du parti socialiste en particulier, a accentué d'autant ce déni de démocratie

En effet, au total près de 60 % de la population des villes de plus de 9.000 habitants réside désormais dans une ville de gauche. Ainsi, après la confirmation des municipalités de Paris et Lyon, et les succès des listes de gauche dans bon nombre de grandes villes (Toulouse, Strasbourg, Rouen, Caen, Amiens, Metz, Reims, etc.), la gauche administre désormais plus de 70% de la population des villes de plus de 100 000 habitants (contre 56 % en 2001). Par ailleurs, en plus des 20 régions sur 22 à la gauche, il faut maintenant ajouter 58 conseils généraux sur les 96 que compte la métropole. La gauche est également majoritaire en Outre-Mer.

Ces chiffres sont sans appel, la gauche gère une majorité absolue de la population des collectivités territoriales. Comment concevoir alors que le Sénat, qui, selon la Constitution, est l'assemblée représentative des



collectivités territoriales, ne puisse prétendre ni lors du renouvellement de septembre 2008, ni lors de celui de 2011, à

une majorité d'élus de gauche, en cohérence avec la réalité politique territoriale de la France? Actuellement, 41% du collège des grands électeurs sont désignés par les conseils municipaux des communes de moins de 1.500 habitants, communes qui accueillent seulement 22% de la population française, et qui sont à 75% de droite. Il s'agit là de l'héritage démographique historique de la fin du 19^{ème} siècle, totalement désuet aujourd'hui, et qui permet à la droite de conserver artificiellement sa majorité au Sénat.

Dans le cadre du débat ouvert sur une éventuelle réforme des institutions, et malgré le refus annoncé de la droite, les socialistes exigeront une juste représentation des collectivités territoriales au sein du Sénat, qui passe d'abord par une réforme de son collège électoral, et par le rétablissement du scrutin à la proportionnelle à partir de 3 sièges. Les récentes victoires sont l'occasion d'affirmer cette urgence. Au nom de la démocratie, tout simplement.

Yannick BODIN

QUOI DE NEUF AU SÉNAT ?

ENQUÊTE SUR L'EXISTENCE POSSIBLE DE DÉLITS D'INITIÉS CHEZ EADS

Suite aux révélations par la presse du rapport préliminaire de l'AMF sur d'éventuels délits d'initiés chez EADS, la commission des Finances du Sénat a lancé une série d'auditions pour comprendre le rôle de l'Etat, actionnaire à 15% d'EADS, entre l'automne 2005 et juin 2006. Les deux actionnaires privés d'EADS, le groupe Lagardère et Demler, avaient vendu, le 4 avril 2006, 7,5% du capital chacun. Deux mois plus tard, le 13 juin, EADS annonçait un nouveau retard de son programme A 380, ce qui avait fait chuté l'action de 26% en une journée.

C'est dans ce cadre que la commission des Finances du Sénat, concomitamment à l'avis de l'AMF d'ouvrir une procédure pour délits d'initiés, a rendu public, le 1^{er} avril, un rapport pluraliste sur l'affaire EADS dont je suis cosignataire. Celui-ci révèle des interrogations sur le rôle de l'Etat qui, aux dires des acteurs auditionnés, ne savait rien puisqu'on ne lui disait rien. Le « management lui-même ne

savait rien » des difficultés industrielles du programme A 380.

Le rapport pointe des défaillances dans la circulation de l'information notamment entre l'administration, les cabinets ministériels et les membres du gouvernement. Il demeure étonnant que le premier Ministre de l'époque, Dominique de Villepin,

considère ne pas avoir à s'occuper de l'avancée d'un programme d'une entreprise qu'il déclare « hautement stratégique ». Autre source d'incertitude : comment l'Etat pouvait-il ignorer que la Caisse des dépôts et des consignations allait se porter acquéreur d'une partie des titres d'EADS cédés par Lagardère? Une réforme de la gouvernance de la Caisse des dépôts est nécessaire avec notamment la création d'un comité d'investissement qui étudierait, avant leur réalisation, les opérations d'acquisition. Toutefois, il n'est pas question de remettre en cause le statut de cette institution, menacée par ailleurs par la banalisation du livret A.

Nicole BRICQ


PORTRAIT

Questions à de nouveaux élus socialistes de Seine-et-Marne

Lydie Autreux
Conseillère Générale du Canton de Chelles



Tribune Libre : « Grâce à ton élection, le canton de Chelles passe à gauche et est désormais représentée par une femme. Cette dernière circonstance va-t-elle induire un changement dans la manière de faire la politique au Conseil Général? »

Lydie Autreux : « Je ne sais pas si l'appréhension des politiques publiques diffèrent selon que l'on soit un homme ou une femme. Ce dont je suis en revanche persuadée c'est qu'en dépit des efforts effectués, les femmes sont encore bien trop peu nombreuses au Conseil Général. Avec Monique, Danièle et Michèle, je suis la quatrième élue socialiste, la 5^e de la majorité de gauche étant Maud Tallet. En tout état de cause, chacune d'entre nous s'est vue confier par Vincent Eblé des responsabilités lourdes et porteuses de sens pour les seine-et-marnais : des collèges au crèche, en passant par la santé, le logement, la culture...excusez du peu. Mais viendra un temps où dans tous les lieux de responsabilités, les femmes devront faire exploser ce plafond de verre qui existe aujourd'hui encore de trop, y compris dans le domaine de l'action politique. Le fait que Jean-Paul Planchou ait décidé de confier la délégation des finances et de l'administration à une femme est à cet égard un geste fort. »

Gérard Chomont
Maire de Crégy-lès-Meaux



Tribune Libre : « Quel peut être l'impact de ta victoire à Crégy-lès-Meaux sur la communauté d'agglomération du pays de Meaux? La gauche bénéficiera-t-elle d'une meilleure représentation dans l'agglomération Meldoise? »

Gérard Chomont : « Pendant sept longues années nous avons été présents et nous avons préparé la reconquête. Notre victoire a été appréciée de nos amis de gauche car elle renforcera l'équipe d'opposition à la communauté d'agglomération du pays de Meaux. Mais nous ne pèserons que si nous sommes unis face à J.F. Copé qui essaiera de nous diviser : individuellement nous serons ignorés, solidaires, nous serons respectés d'autant plus que nos camarades du Conseil Général ont renforcé leur majorité. C'est avec détermination et enthousiasme que nous assumerons nos nouvelles responsabilités. »

Laurent Gautier
Maire de Tournan



Tribune Libre : « Tu gagnes, avec ton équipe, la ville de Tournan-sur-Marne, depuis longtemps acquise à la droite. Quel est ton sentiment pour les cantonales qui interviennent en 2011 dans le canton du même nom? »

Laurent Gautier : « Tout d'abord, je voudrai dire le plaisir qui est le mien aujourd'hui d'avoir remporté l'élection municipale de Tournan. C'est un travail qui vient de loin et j'y asso-

cie toutes celles et tous ceux qui depuis des années (souvent avec pas grand chose) ont su créer les conditions de cette victoire. Dans une commune comme la nôtre, c'est la proximité, l'engagement, le courage... et la ténacité (plus de 100 ans d'opposition c'est long!) qui ont été déterminants. Il y aujourd'hui une équipe motivée, dynamique, jeune, compétente et déterminée à Tournan-en-Brie. Maintenant, partant du principe qu'il faut franchir les étapes les unes après les autres, forts d'une belle victoire, persuadés que notre canton a aussi besoin d'un souffle nouveau au service des habitants, nous nous tenons déjà prêts pour que ces prochaines échéances nous permettent de le placer dans la dynamique départementale impulsée par Vincent Eblé et sa majorité de gauche. »

Elisabeth Escuyer
Maire de Mouroux



Tribune Libre : « Ta victoire est intervenue dans une ville ancrée à droite depuis plusieurs décennies. Que signifie pour toi la présence d'une quadrangulaire dans cette élection municipale 2008? »

Elisabeth Escuyer : « Il est indéniable que la majorité des Mourousiens vote habituellement à droite : au 2^e tour des Présidentielles Nicolas Sarkozy a eu 1600 voix contre 1000 pour Ségolène Royal. Mais pour les Municipales, aucun candidat de droite n'a fait l'unanimité. Un mécontentement grandissant de la population s'est manifesté à la fin de ce dernier mandat : manque de communication, maintien de projets importants malgré la protestation de nombreux administrés (destructions des anciennes écoles, implantation de la nouvelle zone d'activités...). Un désaccord profond sur le choix de leur tête de liste et aucun d'entre eux ne voulant endosser le bilan du Maire sortant (Mme Charpentier, cousine de Guy Drut), tout ça a provoqué une division et la naissance de 4 listes menées par des membres de l'UMP. Sur ces 4 listes, deux se sont présentées sans étiquettes et une troisième s'est intitulée « Ni de droite ni de gauche, mais de Mouroux ». Au 1^{er} tour, ce sont les 2 listes qui se sont présentées clairement comme étant de droite ou de gauche qui ont devancé nettement les autres. Nous étions 2^e avec 16 voix de retard. Une seule liste sans étiquette s'étant retirée au 2^e tour et le report des voix nous ayant été favorable nous l'avons emporté d'une courte majorité. Je crois que la qualité de notre campagne et de notre propagande nous ont été bénéfiques : les Mourousiens ont choisi une équipe qui avait un véritable projet pour la ville, qui est restée unie et respectueuse de ses adversaires. »

Thibault Guillemet
Maire de Thorigny-sur-Marne



Tribune Libre : « Ta jeunesse a-t-elle été, selon toi, déterminante dans le vote dimanche 16 mars? Comment l'as-tu abordée pour gagner la confiance des électeurs? »

Thibault Guillemet : C'est une question qui m'a rarement été posée, directement, par les habitants de la commune. Et pourtant,

c'est une situation qui ne pouvait être écartée durant la campagne. Ma jeunesse a été tour à tour un atout et un handicap : Il s'agit surtout d'une spécificité. A mon sens, une bonne campagne revient à assumer pleinement nos spécificités pour les faire participer à la victoire. Bien sûr, les premiers mois, ma candidature a soulevé quelques interrogations. Puis la sémantique de la jeunesse s'est transformée en « dynamisme » et « nouveauté », certainement parce que nous n'avions pas fait l'impasse sur un enracinement local et sur la diversité de l'équipe. Faire preuve de dynamisme, oser une campagne chaleureuse et exigeante, basée sur le dialogue et l'écoute, démultiplier ces échanges avec les habitants alors que les autres candidats étaient plus statiques, voilà les moyens que nous avons employés pour gagner la confiance des électeurs. Au printemps, Thorigny sur Marne, ville endormie sur ses habitudes, qui n'avait jamais connu de véritable consultation, ni de municipalité de gauche, a clairement choisi le renouveau.

Jean-Christophe Paquier
Maire d'Ecuelles



Tribune Libre : « Quelle stratégie de campagne as-tu adopté pour remporter la mairie d'Ecuelles? »

Jean-Christophe Paquier : « Notre stratégie de campagne a été fondée sur le

contact direct avec les habitants, pour deux raisons principales. La première est la petite taille de notre commune (2 500 habitants) propice à ces contacts directs. La seconde raison est le manque de concertation dont avait fait preuve l'équipe sortante. La campagne a été organisée de la manière suivante. Première étape : une phase de réunions participatives, que nous avons baptisées « café politique », qui avaient lieu dans une salle du café du village. Un cycle de réunion avec un thème par soirée, qui a réuni à chaque fois une cinquantaine de personnes entre octobre et décembre 2007. Seconde étape : des forums en plein air (barnum + liste des candidats présents), devant le centre commercial de la commune et devant les écoles le samedi matin. Troisième étape : le porte à porte. De fin janvier à début mars, nous avons littéralement sillonné le village, avec une annonce dans les boîtes aux lettres de notre passage, des visites de deux ou trois conseillers chez les gens.

Ces rencontres directes, très « couteuses » en temps mais très fructueuses, ont été le véritable temps fort de la campagne, et nous ont permis en outre de constituer un comité de soutien de plus de 150 personnes dans la commune. Enfin, la réunion publique que nous avons organisée la dernière semaine de campagne l'a également été sur un mode participatif, avec une présentation générale de l'équipe suivie d'un temps de débat par ateliers avec les personnes présentes. En dehors de ces contacts directs, notre campagne a également été soutenue par cinq tracts + profession de foi distribués dans les boîtes aux lettres, et par un blog de campagne (www.ecuelles2008.org), qui a également permis de nombreux échanges. »

77 Tribune libre

Bimestriel de la fédération de Seine-et-Marne du parti Socialiste
4 bis, boulevard Chamblain
77000 Melun
Tél. : 01 64 39 39 41
E-mail : fede77@parti-socialiste.fr
Directeur de la publication : Émeric Bréhier
Rédacteur en chef : Lætitia Martig
ISSN 1251-3059
CPPAP en cours de renouvellement
Impression : PGE - 94160

Agenda FÉDÉRAL

Calendrier de la Convention Nationale portant sur la déclaration de principe et les modifications statutaires :

Du 13 au 28 mai : débat dans les sections sur les textes définitifs • **jeudi 29 mai :** vote dans toutes les sections, de 17h à 22h • **jeudi 5 juin :** Convention fédérale à Verneuil L'Etang.

Calendrier du congrès ordinaire du Parti :

Du 15 juin au 1^{er} juillet : réception des contributions au niveau national • **Lundi 7 juillet :** date limite d'arrivée des contributions chez les militants • **Jeudi 11 septembre :** AG fédérale des contributions à Verneuil L'Etang • **Samedi 13 septembre :** Conseil National de synthèse • **Du 21 septembre au 21 octobre :** débats sur les motions en section • **Jeudi 2 octobre :** AG fédérale des motions à Verneuil L'Etang • **Jeudi 23 octobre :** vote sur les motions dans toutes les sections, de 17h à 22h • **Samedi 25 octobre :** Congrès fédéral • **Du 7 au 9 novembre :** Congrès national • **Jeudi 13 novembre :** vote sur les 1^{ers} secrétaires (national, fédéraux et de section).

Séminaire de la direction fédérale

Le Bureau Fédéral se réunira en séminaire avant l'été, pour analyser les résultats des élections locales de 2008 et déterminer, en conséquence, les choix stratégiques et politiques à mettre en œuvre, dans l'objectif des prochaines échéances électorales.

Pour nous contacter :

Fédération de Seine-et-Marne du Parti Socialiste

4 bis, boulevard Chamblain
77000 Melun
Tél. : 01 64 39 39 41
E-mail : fede77@parti-socialiste.fr
Membres permanents :
Catherine Cleppe, William Warne et Laure Letondel

